Genève en bref

Vol. 11, nº 26,
8 juillet 2011

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Éditorial : Jusqu'à ce que la mort nous sépare (des États-Unis)

La probabilité de voir un mini ensemble émerger d'ici la 8e Conférence ministérielle (CM8) à la fin de l'année devient de plus en plus mince avec chaque jour qui passe. Les chances, selon les délégués, sont à présent de 25 (pour) et 75 contre que tout convergera d'ici décembre. Ceci étant dit, le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, n'a pas renoncé à parvenir à un résultat réussi en décembre. Il a exhorté les membres clés à poursuivre les négociations sur le contenu de cet ensemble. Il semble à présent que les délégués balayeront simplement du revers de la main leurs objectifs de départ, qui consistaient à terminer la liste des sujets avant le congé d'été, pour empoigner directement le taureau par les cornes et négocier tout au long de l'automne dans l'espoir de ratifier quelque chose avant le congé de Noël. Comme l'on considère la conclusion d'un accord en décembre comme un moyen de redonner confiance à l'OMC, les rumeurs veulent que les États-Unis aient négocié une entente de rechange en coulisses. Une entente encore plus restreinte qui ne comporterait aucun coût pour eux; une entente qui essaierait de proposer une série de mesures devant être approuvées par la CM8 et qui comprendraient des propositions afférentes au traitement spécial et différencié (TSD), ainsi que des déclarations de dérogation à l'égard des services et de « l'aide pour le commerce ». En d'autres termes : un ensemble symbolique qui essaie de s'imposer subrepticement à la place d'un mini-ensemble de plus en plus compliqué.

Le G-7 + délibère du mini-ensemble de décembre

Les pays clés de l'OMC se sont réunis plusieurs fois la semaine dernière pour débattre des éléments du mini-ensemble de décembre. En compagnie du directeur général, M. Pascal Lamy, le G-7 (Australie, Brésil, Chine, UE, Inde, Japon et États-Unis) a été rejoint par les coordonnateurs clés de la coalition, ainsi que par d'autres membres, parmi lesquels le Canada, Maurice, la Norvège et la Suisse, qui sont considérés comme des participants importants pour les sujets faisant l'objet du débat.

Les délibérations de la semaine portaient essentiellement sur trois des cinq enjeux « Plus », comme on les appelle, que M. Lamy a énumérés lors de la réunion informelle du 22 juin du comité des négociations commerciales, en l'occurrence la facilitation des échanges, la concurrence à l'exportation, le mécanisme de surveillance S&D, une avancée pour les subventions pour la pêche, une avancée pour les biens et services environnementaux.

Concurrence à l'exportation

Selon des fonctionnaires, les membres qui ont participé à ces pourparlers continuent de diverger à propos de savoir si la concurrence à l'exportation devrait faire partie ou non de l'ensemble. On a signalé que le Canada tenait mordicus à ce que la concurrence à l'exportation soit exclue de la liste.

L'UE continue d'insister que l'élimination des subventions à l'exportation est tributaire de l'accord sur d'autres éléments de l'ensemble de Doha, mais également d'une entente sur les indications géographiques (IG).

La Suisse a également fermement insisté sur les IG, déclarant qu'elle est prête à envisager d'éliminer les subventions à l'exportation si les IG font partie de l'ensemble de décembre.

Les États-Unis, qui ont déclaré avec insistance qu'il semblait y avoir « très peu d'appétit » pour inclure le pilier de la concurrence à l'exportation dans le mini-ensemble, ont néanmoins prétendu qu'ils restent ouverts à l'examen du sujet « dans le contexte d'un ensemble plus vaste ».

Des sources ont déclaré que la Norvège a proposé de n'éliminer que les subventions à l'exportation qui sont liées aux pays les moins avancés (PMA).

Facilitation des échanges

Les pourparlers sur la facilitation des échanges ne se sont pas bien déroulés non plus. Les États-Unis ont pris les commandes, continuant d'insister que chaque membre, y compris les PMA, profitera d'une entente sur la facilitation des échanges, car elle permettra d'améliorer l'intégration des PMA à l'économie mondiale.

Les pays en développement ne sont pas aussi convaincus. Ils ont prétendu que la plupart des réformes qui seront nécessaires dans le cadre de la facilitation des échanges (par exemple les contrôles douaniers) leur incomberont, et non aux pays développés.

Selon un fonctionnaire américain, « le Brésil a déclaré sans détour que s'il n'y a pas d'élément sur les exportations agricoles dans l'ensemble, il n'y aura pas d'ensemble Plus, notamment sur la facilitation des échanges ».

Après s'être réunis sur ce même sujet le 6 juillet, les PMA ont décidé de ne pas inclure la facilitation des échanges comme élément de la récolte hâtive. Ils ont demandé à leur coordonnateur de préciser clairement, lors de la prochaine réunion du CNC (qui doit se dérouler avant la fin de juillet), que tout ensemble doit aborder le seul enjeu des PMA avant qu'on inclue n'importe quelle autre question – notamment la facilitation des échanges – dans le mélange.

Les membres devraient poursuivre leurs pourparlers sur ce sujet pendant la semaine du 11 au 15 juillet, et désigner quatre facilitateurs pour s'attaquer aux quatre thèmes : TSD, liberté de transit, taxes et procédures et coopération douanière.

Biens et services environnementaux

Dans ce cas, il n'y a pas eu de progrès à signaler non plus. La Chine et le Brésil continuent de s'y opposer vigoureusement parce que, d'après ce qu'ils ont dit, il s'agit d'une question d'accès aux marchés. Les deux pays émergents ont prétendu que cette question est liée à l'accès aux marchés des produits non agricoles (AMNA), car elle exige des réductions tarifaires sur les produits industriels qui sont réputés être « verts ».

On a fait une suggestion – et on pense qu'elle émane des États-Unis - d'envisager 25 biens environnementaux pour lesquels on cherchera à obtenir une libéralisation totale, assortie d'un engagement de maintien du statu quo, qui devrait être considérée comme l'entente minimale devant être acceptée. La proposition de départ des États-Unis consistait à appliquer le statu quo à 155 lignes. Cependant, l'Inde et le Brésil ont tous deux indiqué qu'ils ne seraient pas en mesure de consolider, ne fût-ce qu'une seule ligne, au niveau du statu quo, de déclarer un fonctionnaire américain.

Les fonctionnaires pensent qu'il sera difficile de parvenir à un accord sur ce sujet, car les pays en développement acceptent comme vérité qu'ils n'y ont rien de bon à glaner. Ils font valoir que puisque les taux industriels actuels des pays développés sont déjà faibles (dans la plupart des cas, les tarifs consolidés sont égaux aux niveaux appliqués), ils n'ont rien à perdre, tandis que les pays en développement céderont leur flexibilité en rétrécissant encore l'écart qui existe entre leurs taux consolidés et appliqués.

Les pourparlers sur cette question devraient se poursuivre sous la présidence de l'ambassadeur des Philippines, M. Manuel Tehankee.

Prochains événements

- Troisième examen global de l'Aide pour le commerce, 18-19 juillet 2011
- Conseil général de l'OMC, 27-28 juillet, 12-13 octobre 2011, 1er-2 décembre 2011
- Session ordinaire du Comité de l'Agriculture, 23 juin, 29 septembre et novembre 2011
- Conférence ministérielle du Groupe de Cairns, 7-7-9 septembre 2011 Saskatoon
- Forum public de l'OMC, 19-21 septembre 2011
- Sommet du G-20, 3-4 novembre 2011, Cannes
- Conférence ministérielle de l'APEC, 11 novembre 2011
- Conférence ministérielle de l'OMC (CM8), 15-17 décembre 2011

Genève en bref **est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez visiter :
HYPERLINK http://www.producteurslaitiers.ca www.producteurslaitiers.ca, HYPERLINK http://www.poulet.ca www.poulet.ca, HYPERLINK http://www.lesoeufs.ca www.lesoeufs.ca, HYPERLINK http://www.leseleveursdedindonducanada.ca www.leseleveursdedindonducanada.ca, HYPERLINK http://www.cbhema.com www.cbhema.com.
Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254